

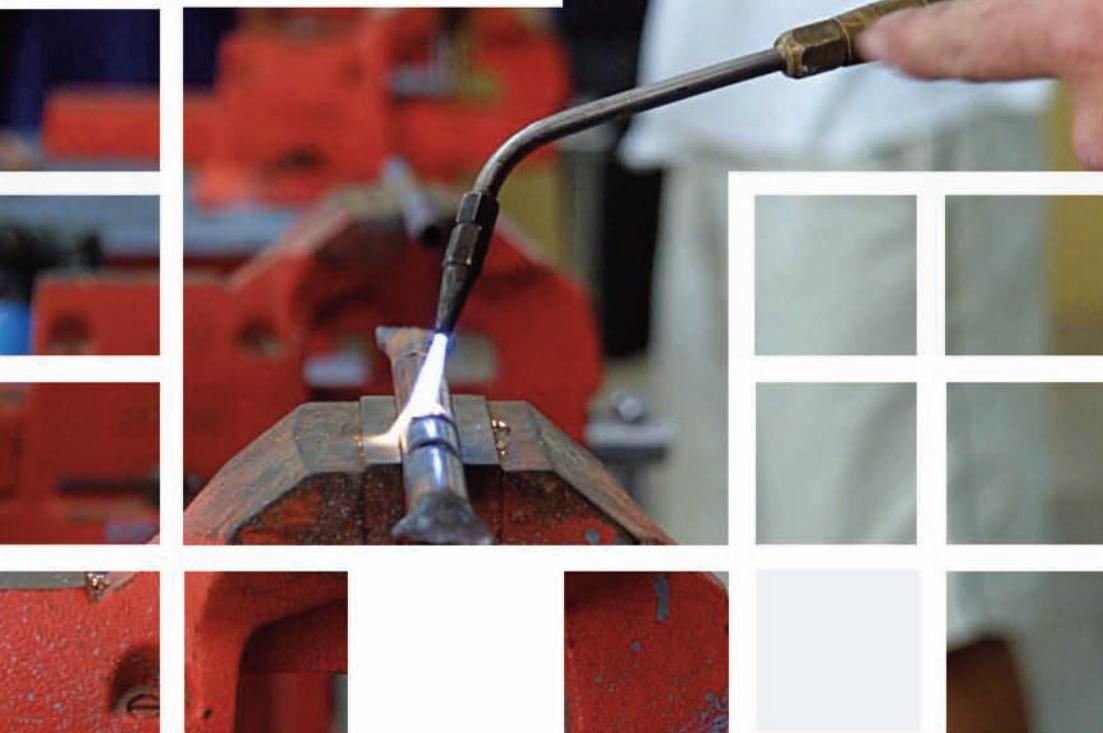
Points forts

11

De la Polynésie française

BILAN

EMPLOI
2013



500 EMPLOIS EN MOINS EN 2013, UNE BAISSE MOINS IMPORTANTE

En 2013, les effectifs salariés déclarés à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) ont diminué de 500 emplois, soit une baisse annuelle de 0,8 % en deçà de la moyenne des cinq dernières années (- 2,2 %). Depuis 2007, 8 800 emplois ont été supprimés ; 61 000 personnes étaient salariées en décembre 2013. La masse salariale est inférieure à 200 milliards de F.CFP en retrait de 1,1 % alors que le salaire moyen brut progresse de 0,6 % à 316 500 F.CFP.



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

LES EFFECTIFS DE LA CONSTRUCTION TOUJOURS EN RETRAIT

De 2012 à 2013, le nombre d'emplois diminue de 520, soit un retrait de 0,8 %, pour la première fois inférieur à 1 % depuis six ans, alors que l'emploi recule en moyenne de 2,2 % par an sur la période. Les effectifs de 2013 (61 000 emplois) sont semblables à ceux d'il y a 10 ans. Les femmes occupent 44,6 % des emplois en 2013, proportion inchangée par rapport à 2012.

La construction demeure depuis cinq ans le secteur le plus touché (- 3,6 %), 1 500 emplois ont été détruits depuis 2008. Les effectifs du secteur tertiaire diminuent de 0,8 %, ceux du primaire de 0,3 % alors que le nombre d'emplois de l'industrie progresse de 1,0 %.

Dans le secteur de la construction (7 % de l'emploi), les effectifs des travaux publics augmentent de 3 % en 2013 après une hausse de 5 % en 2012. Cependant, dans le bâtiment, les emplois du gros œuvre se réduisent de 9 % et ceux du second œuvre de 2 %. Sur les cinq dernières années, 37 % des emplois du gros œuvre ont été supprimés, 29 % du second œuvre et 9 % des travaux publics.

EMPLOI SALARIÉ AU 31/12 SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ								
	A n n é e						Variation annuelle	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012	moyenne 2013/2008
Unité :	n o m b r e						%	%
Primaire	1 934	1 669	1 796	1 760	1 765	1 759	- 0,3	- 1,9
Industrie	5 367	5 159	5 094	5 031	4 727	4 772	1,0	- 2,3
<i>dont : Industrie manufacturière</i>	4 310	4 069	3 972	3 915	3 623	3 615	- 0,2	- 3,5
Construction	5 847	5 559	5 107	4 754	4 390	4 231	- 3,6	- 6,3
Tertiaire marchand	35 785	35 522	34 548	33 477	33 081	32 871	- 0,6	- 1,7
<i>dont : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles</i>	10 212	9 968	9 795	9 563	9 401	9 213	- 2,0	- 2,0
<i>dont : Transports et entreposage</i>	6 005	5 915	5 781	5 675	5 519	5 492	- 0,5	- 1,8
<i>dont : Hébergement et restauration</i>	7 278	7 066	6 763	6 673	6 516	6 592	1,2	- 2,0
Tertiaire non marchand	19 189	19 069	18 465	18 090	17 515	17 326	- 1,1	- 2,0
<i>dont : Administration publique</i>	15 077	14 925	14 314	14 038	13 465	13 198	- 2,0	- 2,6
<i>dont : Enseignement, Santé humaine et action sociale</i>	4 112	4 144	4 151	4 052	4 050	4 128	1,9	0,1
Total emploi salarié	68 122	66 978	65 010	63 112	61 478	60 959	- 0,8	- 2,2

Sources : CPS, ISPF

L'emploi se replie de 0,8 % dans le secteur tertiaire en 2013, soit une perte de 400 emplois. Deux tiers de cette dégradation de l'emploi est due à l'administration publique dont les effectifs se contractent de 2 %. Les salariés des administrations d'État déclarés à la CPS* sont 10 % moins nombreux (2 030), ceux de Polynésie française 2 % (5 660), alors que les communes ont recruté 3 % de salariés supplémentaires (4 830).

L'emploi salarié dans le secteur tertiaire marchand diminue également de 0,6 % en 2013. Les effectifs du commerce qui représentent 15 % des salariés de Polynésie, baissent de 2 % alors que la vente et les services de réparation de véhicules sont pour la première fois épargnés depuis cinq ans (+ 0,8 % en 2013, - 240 emplois en 5 ans). Dans le secteur du transport et entreposage, les effectifs fléchissent de 0,5 %. Seuls les secteurs de l'entreposage et des activités de poste et de courrier progressent tandis que les transports aériens et maritimes décroissent de 3 %.

Le nombre de salariés du secteur de la restauration (2 510) croît de 3 % après quatre années de déclin alors que les effectifs de l'hôtellerie sont stables (4 080) en 2013.

Le secteur des communications continue de se développer avec maintenant 350 salariés (+ 25 % sur un an). Les activités financières décroissent de 1 %, les activités de services administratifs et de soutien aux entreprises de 2 % alors que les activités spécialisées, scientifiques et techniques sont en hausse de 6 %.

* : Sur les 10 100 salariés de l'État, 2 030 ont été déclarés à la Caisse de prévoyance Sociale, le reste étant inscrit à la Sécurité Sociale en Métropole.

Enfin, les activités des ménages et des services personnels diminuent leurs effectifs de 5 % et 4 % respectivement.

L'emploi salarié est stable dans le secteur primaire en 2013 avec 1 760 emplois déclarés. Les effectifs du secteur perlicole s'accroissent de 2 % (1 060 emplois), ceux de la pêche sont stables (300 emplois), alors que ceux de l'agriculture se réduisent de 7 % (400 emplois).

Avec 4 770 emplois salariés en 2013, les effectifs de l'industrie gagnent 1 %, tirés par la hausse continue des personnels des secteurs de la production et distribution d'énergie (+ 6 %) et de la production et distribution d'eau, d'assainissement et gestion des déchets (+ 8 %). L'industrie alimentaire augmente ses effectifs de 1 % et l'industrie métallique de 3 %, tandis que les activités des autres industries manufacturières et de réparations voient leurs effectifs diminuer de 8 %.

LE TAUX DE CESSATION D'EMPLOYEURS DIMINUE

En 2013, le nombre d'établissements employeurs a régressé de 20 unités après avoir diminué de 170 entre 2011 et 2012. Alors que, depuis 2008, le taux de cessation d'employeurs était en progression continue, il redescend à 17,1 % en 2013. Le nombre de nouveaux employeurs augmente de nouveau après avoir baissé les trois années précédentes. Les créations d'emploi au sein des nouveaux établissements ne couvrent pas la perte d'emploi même si le différentiel n'a jamais été aussi faible depuis cinq ans. Les nouveaux employeurs ont embauché 2 431 personnes alors que les établissements qui disparaissaient en ont licencié 2 452, soit un solde négatif de 21 emplois. Parmi les employeurs présents en 2012 et en 2013 (83 % des établissements), le nombre d'emplois diminue de 0,8 % (490 emplois) soit à un rythme deux fois moins soutenu que les années précédentes.

Le renouvellement des employeurs est plus marqué dans la construction, un quart n'a plus de salarié un an plus tard et 20 % des employeurs sont nouveaux. Les effectifs des employeurs pérennes de la construction diminuent de 1,6 % entre 2012 et 2013. De même, un tiers des employeurs particuliers de services à la personne est renouvelé chaque année.

EMPLOI SALARIÉ AU 31/12 ET ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS						
	A n n é e					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Unité :	n o m b r e					
Nombre établissement employeurs au 31/12	7 050	6 981	6 997	6 840	6 673	6 650
Emplois au 31/12	68 122	66 978	65 010	63 112	61 478	60 959
Disparition employeurs		- 1 085	- 1 133	- 1 267	- 1 236	- 1 139
<i>Taux de cessation employeurs</i>		15,4 %	16,2 %	18,1 %	18,1 %	17,1 %
Emploi cessation employeurs		- 4 530	- 3 048	- 2 762	- 2 839	- 2 452
Nouveaux employeurs		1 016	1 149	1 110	1 069	1 116
<i>Taux de création employeurs</i>		14,6 %	16,4 %	16,2 %	16,0 %	16,8 %
Emploi nouveaux employeurs		2 884	2 524	2 362	2 511	2 431
Nombre employeurs présents en n et n-1		5 965	5 848	5 730	5 604	5 534
Évolution emploi employeurs présents n et n-1		502	- 1 444	- 1 497	- 1 280	- 488

Sources : CPS, ISPF

LES PETITES ENTREPRISES ONT MAINTENU LEURS EFFECTIFS

En 2013, les entreprises de plus de 250 salariés sont celles qui ont le plus réduit leurs effectifs (- 600 emplois) ainsi que les entreprises de 10 à 49 salariés (- 200 emplois). Les petites structures (moins de 10 salariés) ont stabilisé leurs effectifs après quatre années de baisse alors que les entreprises de 50 à 249 salariés ont accru leurs effectifs de 2 %.

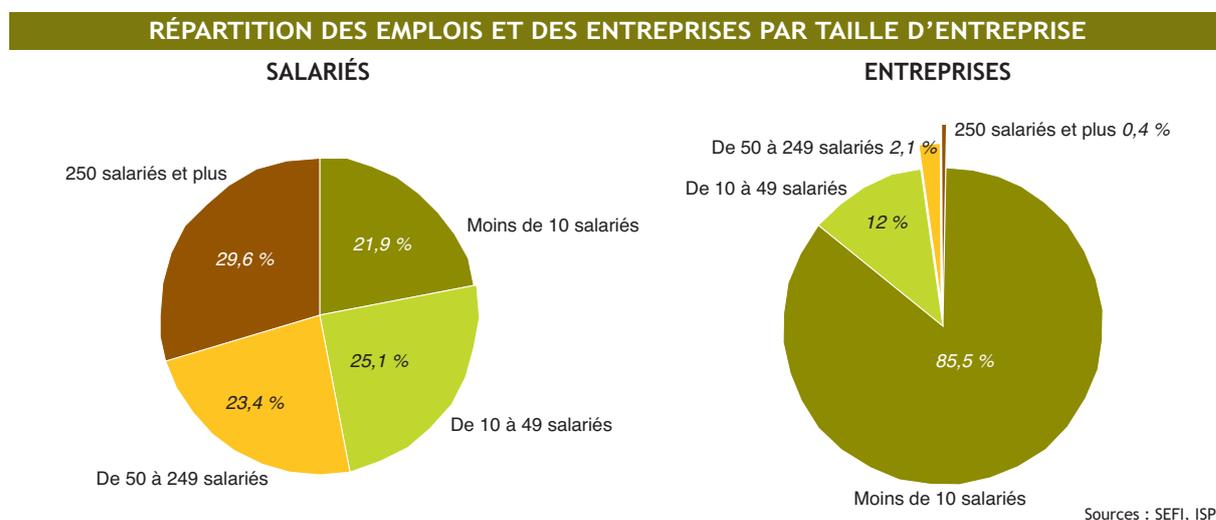
EMPLOI SALARIÉ AU 31/12 SELON LE NOMBRE DE SALARIÉS DES ENTREPRISES								
	A n n é e						Évolution annuelle	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012	moyenne 2013/2008
Unité :	n o m b r e						%	%
Moins de 10 salariés	14 642	14 667	14 208	13 903	13 329	13 356	0,2	- 1,8
De 10 à 49 salariés	16 607	16 226	16 084	15 370	15 487	15 268	- 1,4	- 1,7
De 50 à 249 salariés	16 295	16 191	15 147	15 154	13 990	14 271	2,0	- 2,6
250 salariés et plus	20 578	19 894	19 571	18 685	18 672	18 064	- 3,3	- 2,6
Total général	68 122	66 978	65 010	63 112	61 478	60 959	- 0,8	- 2,2

Sources : CPS, ISPF

RÉPARTITION DES EMPLOIS ET DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Les entreprises de moins de 10 salariés sont les plus nombreuses (85 %) alors qu'elles n'emploient que 22 % des salariés. Seules 23 entreprises salarient plus de 250 personnes en décembre 2013, elles concentrent 30 % des emplois salariés ; les dix plus grosses structures emploient 22 % des effectifs.

Neuf emplois sur dix dans le secteur primaire sont dans des entreprises de moins de 50 salariés, 80 % dans le commerce et 70 % dans la construction. À l'opposé, les deux tiers des salariés des activités financières et de l'administration publique travaillent dans des structures de plus de 250 salariés.



Sources : SEFI, ISPF

LA DURÉE MOYENNE DU TRAVAIL EST STABLE

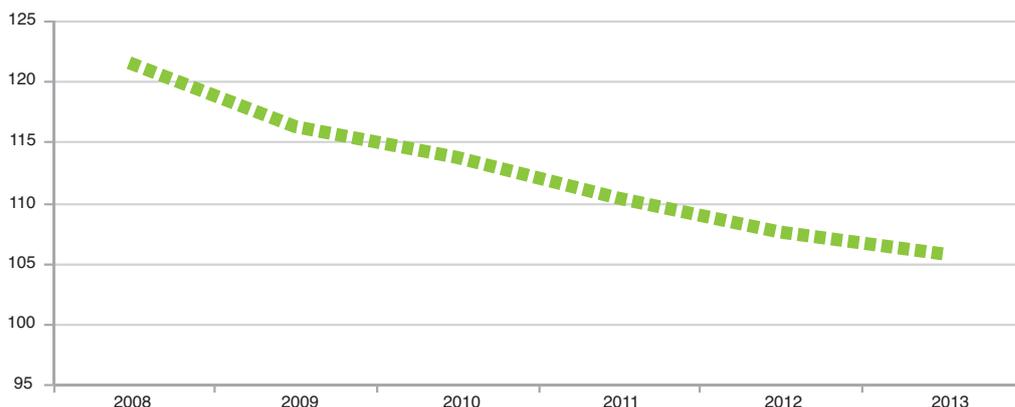
En 2013, la durée moyenne mensuelle de travail se stabilise à 145,5 heures. Sur cinq ans, le volume total d'heures déclarées diminue de 2,7 % en moyenne annuelle.

En 2013, 10,5 % des salariés effectuent des heures supplémentaires, 55 % travaillent 169h par mois et 34,5 % travaillent à temps partiel. Les femmes demeurent plus nombreuses à travailler à temps partiel (38 %) alors que les hommes sont deux fois plus nombreux à réaliser des heures supplémentaires (14 % contre 7 % des femmes).

Les secteurs employant le plus de personnes à temps partiel sont le secteur primaire (61 %), les activités immobilières et les activités de soutien administratif (60 % chacun), les activités des ménages (94 %) ainsi que la

construction (48 %) et l'hôtellerie-restauration (45 %) où les saisonnalités sont les plus marquées. À l'opposé quatre salariés sur dix des secteurs des industries extractives, de la production et distribution d'énergie, d'eau et de gestion des déchets effectuent des heures supplémentaires et un quart de ceux de la construction. Dans le secteur public, seuls 14 % des emplois sont à temps partiel contre 41 % des emplois du secteur privé.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES (EN MILLIONS D'HEURES)



Sources : CPS, ISPF

EFFECTIF MOYEN ANNUEL PAR TRANCHE HORAIRE ET SEXE

	Année						Évolution annuelle	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012	moyenne 2013/2008
Unité :	n o m b r e						%	%
Homme	38 999	37 414	36 531	35 208	34 145	33 489	- 1,9	- 3,0
• Moins de 169 heures	11 619	11 574	11 297	10 924	10 638	10 313	- 3,1	- 2,4
• 169 heures	21 592	20 788	20 390	19 697	18 999	18 598	- 2,1	- 2,9
• Plus de 169 heures	5 788	5 052	4 844	4 586	4 508	4 579	1,6	- 4,6
Femme	29 328	29 152	28 106	27 878	27 475	27 086	- 1,4	- 1,6
• Moins de 169 heures	10 761	11 512	10 871	10 880	10 764	10 439	- 3,0	- 0,6
• 169 heures	16 405	15 721	15 390	15 202	14 953	14 870	- 0,6	- 1,9
• Plus de 169 heures	2 163	1 919	1 845	1 797	1 758	1 777	1,0	- 3,9
Total emploi salarié	68 328	66 566	64 637	63 086	61 620	60 575	- 1,7	- 2,4
• Moins de 169 heures	22 380	23 086	22 168	21 804	21 402	20 752	- 3,0	- 1,5
• 169 heures	37 997	36 510	35 780	34 899	33 952	33 468	- 1,4	- 2,5
• Plus de 169 heures	7 951	6 971	6 689	6 383	6 267	6 355	1,4	- 4,4

Sources : CPS, ISPF

LE SALAIRE MOYEN PROGRESSE LÉGÈREMENT

Le salaire moyen pour 145,5 heures travaillées est de 272 500 F.CFP, en augmentation de 0,6 % sur un an. Il correspond à un salaire net de 238 00 F.CFP au 31 décembre 2013.

Le nombre d'emplois équivalents temps plein est en baisse de 0,6 % en 2013 pour se situer à 52 500 postes. Le salaire brut moyen équivalent temps plein progresse de 0,6 % en 2013 ; il se situe à 316 500 F.CFP. Les salaires des secteurs primaire et de la construction s'accroissent de 1,8 % et 1,2 % respectivement. Les salaires de l'industrie et du tertiaire marchand sont stables (+ 0,1 % et - 0,1 % respectivement) alors que les rémunérations des salariés du secteur tertiaire non marchand sont revalorisées de 1,6 %.

Le pouvoir d'achat des salariés se dégrade pour la quatrième année consécutive ; l'inflation moyenne annuelle en 2013 atteignant + 1,5 %.

La médiane des salaires perçus en 2013 progresse de 0,7 %. La moitié des salariés gagnent moins de 205 700 F.CFP en 2013 contre 204 300 F.CFP en 2012. Un quart des salariés gagnent moins de 150 000 F.CFP et un autre quart plus de 342 700 F.CFP.

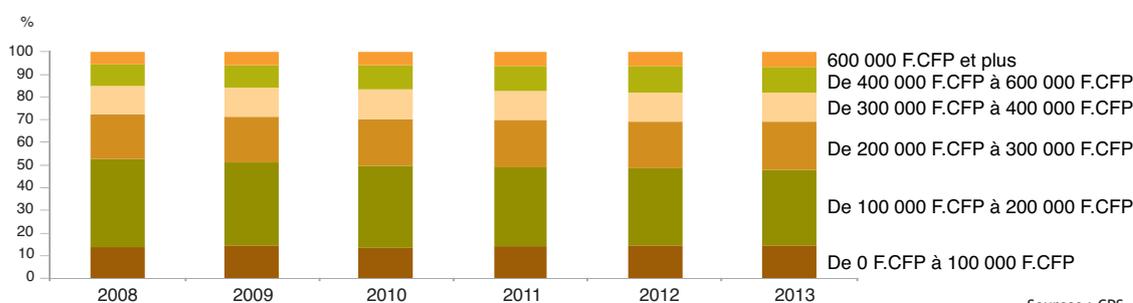
Les femmes gagnent en moyenne 307 000 F.CFP (en équivalent temps plein) contre 323 700 F.CFP pour les hommes, l'écart de rémunération entre hommes et femmes augmente de nouveau à 5,5 % (5,3 % en 2012). L'écart relatif entre hommes et femmes s'est accentué dans le privé (+ 11 % en 2013) alors qu'il s'accroît dans le secteur public au profit des femmes (3 %). Les secteurs financiers et d'assurance, des activités scientifiques et techniques et de la santé humaine et action sociale demeurent les plus inégalitaires avec les rémunérations des femmes inférieures de plus d'un tiers à celles versées aux hommes.

SALAIRE MOYEN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Année						Variation annuelle	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012	moyenne 2013/2008
Unité :	Francs			CFP			%	%
Primaire	184 302	188 824	191 610	191 567	198 647	202 152	1,8	1,9
Industrie	280 554	295 133	298 519	307 399	313 501	313 828	0,1	2,3
<i>dont : Industrie manufacturière</i>	256 912	266 578	270 250	279 575	284 935	281 516	- 1,2	1,8
Construction	212 585	222 268	226 142	228 114	231 812	234 682	1,2	2,0
Tertiaire marchand	288 512	296 017	299 976	302 364	304 966	304 736	- 0,1	1,1
<i>dont : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles</i>	262 684	266 610	269 173	271 193	271 603	273 641	0,8	0,8
<i>dont : Transports et entreposage</i>	393 300	400 191	402 996	401 068	403 351	408 919	1,4	0,8
<i>dont : Hébergement et restauration</i>	217 785	228 584	235 101	232 776	239 394	238 423	- 0,4	1,8
Tertiaire non marchand	332 429	336 760	341 571	347 842	350 319	355 817	1,6	1,4
<i>dont : Administration publique</i>	332 429	336 760	341 571	347 842	350 319	355 817	1,6	1,4
<i>dont : Enseignement, Santé humaine et action sociale</i>	374 098	381 648	383 541	391 393	396 905	399 237	0,6	1,3
Total salaire moyen	292 773	302 638	306 973	311 205	314 753	316 540	0,6	1,6

Sources : CPS, ISPF

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS MOYENS PAR TRANCHE DE SALAIRE



Sources : CPS, ISPF

Le nombre de salariés gagnant moins de 200 000 F.CFP bruts par mois diminue, ils sont désormais 48 % (29 000) contre 52 % cinq ans plus tôt. En 2013, 6,5 % des salariés (4 000 emplois) gagnaient plus de 600 000 F.CFP par mois (5,6 % en 2008).

LA MASSE SALARIALE PASSE SOUS LES 200 MILLIARDS F.CFP

La masse salariale en 2013 est désormais sous les 200 milliards F.CFP. En cinq ans, la masse salariale a diminué de 6 % soit 12 milliards F.CFP de salaires de moins. La moitié de la baisse de 2,200 milliards F.CFP, entre 2012 et 2013, est due à l'administration publique dont la masse salariale a régressé de 1,9 % en 2013. La masse salariale des administrations de l'État s'est atténuée de 7 %, celle des communes de 1 % alors que les salaires versés par le Pays sont stables. Les activités financières et d'assurance réduisent leur masse salariale de 850 millions F.CFP (- 9 %), le commerce de 530 millions F.CFP (- 2 %), les industries manufacturières de 380 millions F.CFP (- 3 %) et la construction de 380 millions F.CFP (- 4 %).

En 2013, les entreprises de plus de 250 salariés ont plus maintenu leur masse salariale que celles de moins de 250 salariés, qui ont davantage réduit leur masse salariale ces cinq dernières années. Depuis cinq ans, la masse salariale consacrée aux salaires de moins de 200 000 F.CFP diminue de 4 % en moyenne annuelle alors que celle dédiée aux salaires de 400 000 F.CFP et plus a augmenté de 1 % chaque année.

La masse salariale diminue en 2013 (- 1,1 %) malgré l'augmentation du salaire moyen équivalent temps plein (+ 0,5 %). La baisse annuelle des effectifs (- 1,7 %) et l'horaire moyen stable expliquent cette baisse de la masse salariale.

MASSE SALARIALE ANNUELLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ								
	Année						Variation annuelle	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012	moyenne 2013/2008
Unité :	millions de Francs CFP						%	%
Primaire	4 288	2 920	3 041	3 080	3 252	3 336	2,6	- 4,9
Industrie	17 478	17 347	17 044	17 268	16 706	16 577	- 0,8	- 1,1
dont : Industrie manufacturière	12 864	12 293	11 875	12 070	11 503	11 123	- 3,3	- 2,9
Construction	13 886	12 928	12 152	11 621	10 781	10 398	- 3,5	- 5,6
Tertiaire marchand	103 386	101 738	101 499	99 414	98 435	97 330	- 1,1	- 1,2
dont : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles	29 221	28 465	28 254	27 510	27 126	26 587	- 2,0	- 1,9
dont : Transports et entreposage	24 123	23 805	23 764	22 889	22 652	22 769	0,5	- 1,1
dont : Hébergement et restauration	16 224	15 503	15 358	15 077	15 315	15 238	- 0,5	- 1,2
Tertiaire non marchand	71 144	73 195	73 008	71 984	71 137	70 459	- 1,0	- 0,2
dont : Administration publique	55 211	56 788	56 443	54 955	54 432	53 404	- 1,9	- 0,7
dont : Enseignement, Santé humaine et action sociale	15 934	16 407	16 565	17 029	16 705	17 055	2,1	1,4
Total masse salariale	210 182	208 126	206 744	203 368	200 311	198 101	- 1,1	- 1,2

Sources : CPS, ISPF

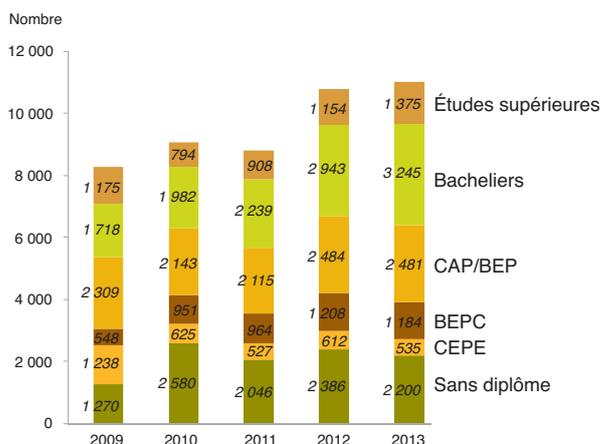
LA DURÉE DE RECHERCHE S'ALLONGE

En 2013, le nombre moyen de demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois (DEFM) s'établit à 11 000 personnes, soit une hausse de 2 % par rapport à la moyenne de 2012. Parallèlement, le flux annuel d'inscriptions qui alimente ce stock de DEFM au cours de l'année est en diminution de 10 % à 30 200, niveau légèrement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (31 500). Ces inscriptions correspondent à 22 800 demandeurs distincts, en baisse aussi, de 11 %. Parmi eux, les primo-demandeurs sont également moins nombreux qu'en 2012 (- 3 %). Cette diminution du flux d'inscriptions (- 3 500) est majoritairement imputable à la baisse du nombre de personnes cherchant à faire un stage de formation professionnelle (- 3 100 personnes, - 34 %).

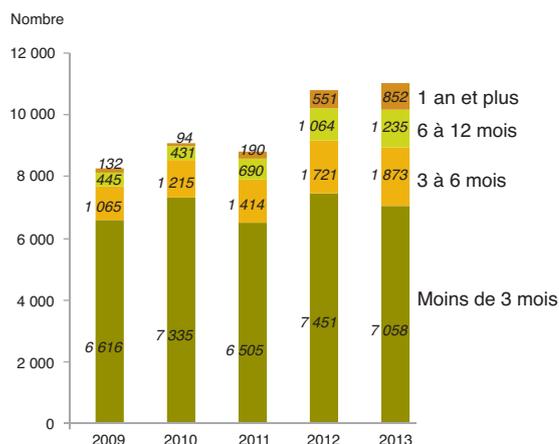
La hausse du nombre moyen de DEFM et la baisse du nombre de nouvelles inscriptions indiquent un allongement de la durée de recherche d'emploi. Le nombre moyen de DEFM recherchant un emploi depuis un an ou plus augmente rapidement depuis trois ans ; après avoir triplé entre 2011 et 2012, il progresse de 55 % en 2013, et représente désormais 8 % des DEFM (+ 3 points), tandis que la part des nouveaux inscrits (- de 3 mois) est la seule qui diminue, à 64 % (- 5 points). Les diplômés du supérieur sont toujours plus nombreux à rechercher un emploi (+ 20 %, 1 400 en moyenne) et leur part ne cesse d'augmenter pour atteindre 12 % des DEFM en 2013. Celle des bacheliers progresse aussi, tandis que celles des CAP, BEP et BEPC est stable, et celle des non diplômés diminue tout comme leur nombre.

DEMANDEURS D'EMPLOIS EN FIN DE MOIS (MOYENNE MENSUELLE)

PAR NIVEAU SCOLAIRE



PAR DURÉE D'INSCRIPTION AU SEFI

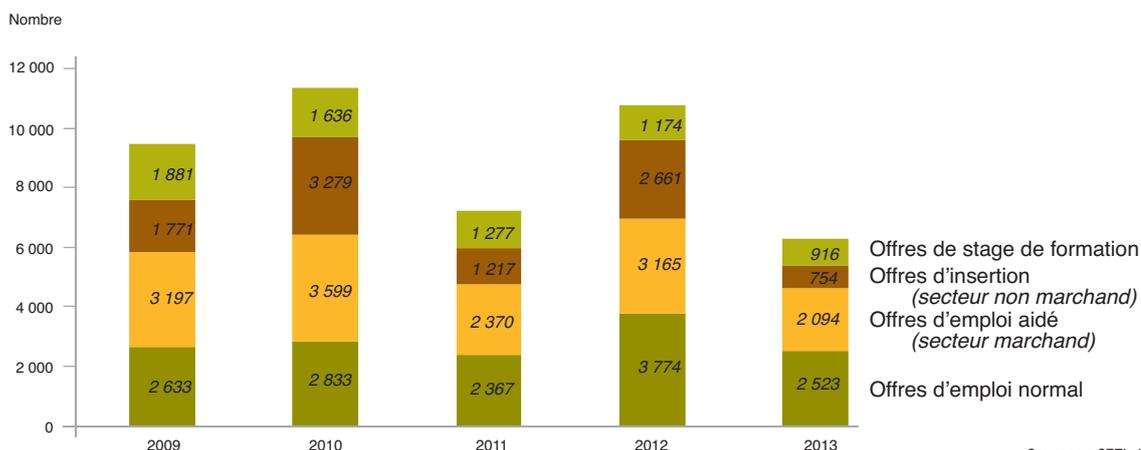


Sources : SEFI, ISPF

MOINS D'OFFRES D'EMPLOI

Le nombre d'offres d'emploi de toutes natures diminue fortement en 2013, à 6 300 offres (- 42 %). Cette évolution est en premier lieu due à la baisse du nombre d'offres en CPIA, aussi bien dans le secteur marchand (- 900 soit 377), que dans le secteur non marchand (- 1 100 soit 338). Ce dispositif a été suspendu en mai 2013, ce qui explique le nombre peu élevé de mesures mises en œuvre. Il sera remplacé par le « Contrat d'accès à l'emploi » adopté par l'Assemblée de la Polynésie française en août 2013 mais qui n'entrera en vigueur qu'en 2014 en raison d'un recours devant le Conseil d'État. La baisse du nombre de CDL est elle aussi importante (- 800 soit 416).

RÉPARTITION DES OFFRES D'EMPLOI DE TOUTES NATURES



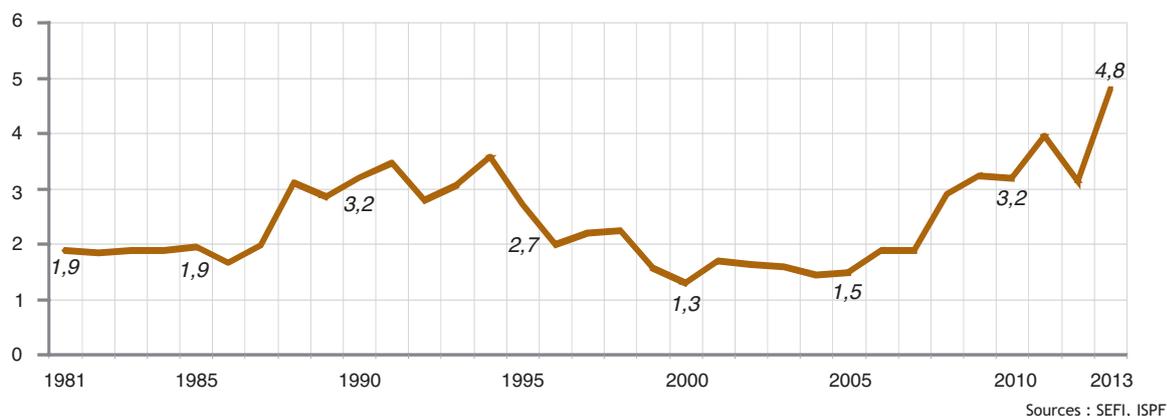
Sources : SEFI, ISPF

Le nombre d'offres d'emploi normal diminue de 33 % en 2013 (- 1 250 offres), soit 2 523 postes offerts. La moitié de cette baisse est due à l'administration publique qui avait offert 700 postes exceptionnels en 2012 dans le cadre du recensement général de la population. Le reste est à répartir entre le secteur primaire (- 163 offres), l'hébergement et la restauration (- 95), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (- 91) et le commerce (- 70). Seules les activités immobilières (+ 21) et l'enseignement (+ 10) ont augmenté leurs offres d'emploi en 2013.

L'Incitation au Maintien de l'Emploi (IME), a concerné 5 539 salaires mensuels en 2013 (- 63 %). Cette baisse s'explique par des entreprises qui n'ont pas sollicité le renouvellement de leur dispositif (essentiellement dans le BTP) ou dont le dossier a été rejeté (en particulier des établissements hôteliers).

Ainsi les tensions demeurent sur le marché du travail. Le ratio du nombre de demandeurs pour une offre d'emploi normal progresse de trois points à 12 demandes. Pour l'ensemble des offres d'emploi, ce ratio est de cinq demandes (+ 2 points).

RATIO DEMANDES / OFFRES

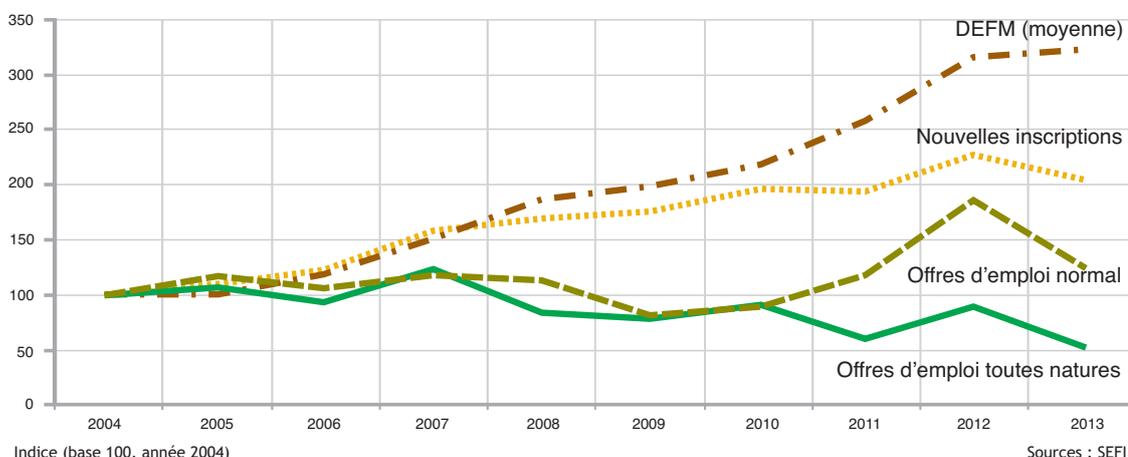


500

Les effectifs déclarés à la CPS ont diminué de 500 de décembre 2012 à décembre 2013.



ÉVOLUTION DES OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES AU SEFI



Indice (base 100, année 2004)

Sources : SEFI, ISPF

ÉVOLUTION DES OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI AU SEFI DE 2008 A 2013

	A n n é e						Variation annuelle
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012
Unité :	n o m b r e						%
I. OFFRES D'EMPLOI	6 349	5 830	6 432	4 737	6 939	4 617	- 33
dont : Offres d'emploi normal	3 618	2 633	2 833	2 367	3 774	2 523	- 33
Offres d'emploi aidé (secteur marchand)	2 731	3 197	3 599	2 370	3 165	2 094	- 34
dont : 1. Contrats en entreprise	829	1 058	1 308	1 197	1 408	975	- 31
Offres CED	747	745	678	538	685	515	- 25
Offres APP	11	9	8	11	48	70	46
Offres CRE	-	268	569	602	643	371	- 42
Offres CTH	71	36	53	46	32	19	- 41
2. Stages en entreprise	1 779	2 054	2 259	1 154	1 737	1 103	- 36
Offres CPIA	1 387	1 510	1 744	677	1 266	377	- 70
Offres SIE	192	292	247	209	188	185	- 2
Offres STH	200	252	268	268	283	462	63
3. Aides à la création d'entreprise	123	85	32	19	20	16	- 20
Offres ICRA	123	85	32	19	20	16	- 20
II. OFFRES DE STAGE DE FORMATION	2 016	1 881	1 636	1 277	1 174	916	- 22
dont : Demandeurs	1 376	1 016	1 578	1 130	994	859	- 14
Accompagnements (CPIA, CDL, STH, APP)	281	782	25	130	166	57	- 66
Formation et Accompagnements ICRA	299	83	33	17	14	0	- 100
III. OFFRES D'INSERTION (secteur non marchand)	1 780	1 771	3 279	1 217	2 661	754	- 72
dont : Offres de stages CPIA	1 388	1 771	2 840	855	1 439	338	- 77
Offres de stages CDL	392	0	439	362	1 222	416	- 66
OFFRES D'EMPLOI DE TOUTES NATURES (I+II+III)	10 145	9 482	11 347	7 231	10 774	6 287	- 42

Sources : SEFI, ISPF

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF